



NOUVELLES DE SOCIAL WATCH

Nouvelles 26 - Mars, 2011



[Il manque encore beaucoup pour fermer la brèche de genre](#)

Le Secours Catholique, un des points focaux de Social Watch en France, a tracé un panorama alarmant sur l'iniquité de genre dans le monde en occasion de la Journée Internationale des Femmes.

Lire plus

[Quid de la « protection temporaire » ?](#)

Alors que des changements politiques majeurs sont en cours au Sud de la Méditerranée et que l'Europe s'inquiète de possibles « flux migratoires incontrôlables », le réseau Migreurop lance un appel aux instances européens pour enclencher leur propre dispositif dit de « protection temporaire » pour les ressortissants d'Etats qui, victimes e.a. de troubles politiques dans leur pays ou de conflits armés, auraient besoin en urgence de trouver un abri en Europe.

Lire plus

[Société civile égyptienne en état d'alerte](#)

Si le Conseil Suprême des Forces Armées se dépêche à appeler à des élections avant qu'on accomplisse une transition d'un an au moins avec une pleine utilisation des droits de l'homme, civils et politiques, le pouvoir sera contesté entre le Parti Démocratique National du dictateur Hosni Mubarak, qui profitera de sa capacité financière pour favoriser des conflits comme tactique de prosélytisme, et la Fraternité Musulmane, qui fera appel « à la religion et à la charité » avec la même fin, ont signalé les 22 organisations de la société civile du pays arabe par une lettre publique adressée aux actuelles autorités militaires.

Lire plus

[" La participation citoyenne, clé de voute dans l'élaboration du budget "](#)

La professeur Leonor Magtolis Briones, de Social Watch Philippines, explique l'importance de la participation citoyenne dans l'élaboration du budget national. Elle insiste aussi sur la formulation d'un budget qui prenne en compte les questions de genre comme moyen pour le renforcement du pouvoir des femmes dans n'importe quel pays.

Lire plus

[Le Benin : Protestation contre l'organisation précipitée des élections](#)

Social Watch, les centrales syndicales et plusieurs autres Organisations de la société civile ont protesté à Cotonou contre l'organisation précipitée des élections et pour des accords de la médiation de Zinsou.

Lire plus

[Canada : L'externalisation coute au moins 1 milliard de dollars](#)

La nature croissante et concentrée de l'externalisation a créé au Canada une fonction publique ombre qui travaille aux côtés de la fonction publique réelle — mais sans les mêmes pratiques d'embauche ou les exigences de transparence, selon le Centre canadien de politiques Alternatives (CCPA) Associé de Recherche David Macdonald. « Au cours des cinq dernières années, l'externalisation des frais de personnel ont augmenté 79 %, tandis que les ministères fédéraux ont eu leurs budgets plafonnés, » dit Macdonald.

Lire plus

[Des progrès à faire pour atteindre la parité hommes-femmes](#)

Alors que des milliers de femmes se sont imposées et s'imposent encore aujourd'hui comme actrices essentielles dans les révolutions arabes, la journée internationale de la femme, le 8 mars, dresse un bilan encore trop peu satisfaisant sur l'égalité hommes-femmes.

Cent ans après le premier anniversaire de la journée internationale de la femme, en 1911, en dépit des progrès réalisés, il reste beaucoup à faire pour l'égalité entre hommes et femmes.

Selon l'organisation internationale du travail (OIT), une nette ségrégation des femmes persiste dans certains secteurs. Cela se caractérise généralement par de faibles rémunérations, de lourds horaires et des contrats de travail informel. Ainsi, 51,8% des femmes ont un emploi vulnérable contre 48,9 % pour les hommes.

« Les femmes sont également reléguées au second plan lorsqu'il s'agit d'accès à la formation et à l'éducation, surtout dans le monde en développement. » Toutefois, selon les dernières données du Bureau international du travail (BIT), les femmes comme les hommes continuent de ressentir les effets de la crise économique, avec un taux de chômage mondial qui se situe à 6% pour les hommes et à 6,5% pour les femmes.

L'organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) estime quant à elle que « si les femmes

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) estime quant à elle que « si les femmes dans les zones rurales avaient le même accès que les hommes à la terre, aux technologies, aux services financiers, à l'instruction et aux marchés, il serait possible d'augmenter la production agricole et de réduire de 100 à 150 millions le nombre d'affamés dans le monde. »

Selon les données de la FAO, les femmes représentent 20 à 50% de la main d'œuvre agricole alors qu'elles ne représentent que 3 à 20% des propriétaires terriens. « La Parité hommes-femmes n'est pas seulement un noble idéal, elle est également cruciale pour le développement agricole et la sécurité alimentaire », a déclaré Jacques Diouf, directeur général de la FAO.

Le Secours Catholique croit depuis longtemps au rôle important de la femme dans la société. C'est pourquoi, la plupart des projets que l'association soutient dans le monde, mettent l'accent sur le renforcement du rôle de la femme dans la société civile, de leurs capacités économiques et de leur rôle dans leur milieu de vie.

Au Bénin, par exemple, le Secours Catholique vise à améliorer les conditions de vie des femmes et leur statut juridique et social. Dans le sud de l'Inde, l'association permet à 2 950 femmes d'être autonome dans la mise en œuvre d'activités génératrices de revenus.

Source: *Le Secours Catholique*

[Appel pour une intervention solidaire de l'Union européenne en Méditerranée](#)

Alors que des changements politiques majeurs, annonçant la fin de régimes autoritaires, sont amorcés au sud de la Méditerranée, les gouvernements et les instances de l'Union européenne se montrent avant tout préoccupés de se protéger contre « les flux migratoires incontrôlables » que pourraient entraîner ces bouleversements. Les experts et les services diplomatiques, qui n'ont rien vu venir des mouvements politiques en cours, ne craignent pas aujourd'hui d'affirmer que des milliers de migrants risquent de déferler sur les territoires européens.

L'UE a adopté en 2001 un dispositif dit de « protection temporaire » pour les ressortissants d'Etats qui, victimes d'une catastrophe naturelle, de troubles politiques dans leur pays ou de conflits armés, auraient besoin en urgence de trouver un abri en Europe. Mais « à l'heure actuelle, il n'y a pas de flux de réfugiés en provenance de Libye », s'est empressée d'indiquer la Commission européenne. Dans le même temps elle envoie des patrouilles sur ses frontières maritimes, via Frontex, pour empêcher les réfugiés potentiels, assimilés à des migrants clandestins, de traverser la Méditerranée !

Pendant ce temps, la situation s'aggrave de jour en jour en Libye et à ses frontières. En Tunisie, où affluent des dizaines de milliers de réfugiés, le dispositif est saturé, malgré les efforts déployés par les autorités locales. L'Europe ne peut pas continuer à faire comme si elle n'était pas concernée par le sort des dizaines ou centaines de milliers de personnes qui ont besoin de protection dans les pays actuellement troublés, ni par celui des migrant-e-s, originaires de divers autres pays arabes, africains, asiatiques, qui y résident.

Il n'y a pas si longtemps, l'Europe se targuait de déployer « une politique euro-méditerranéenne ». Cette ambition aurait-elle volé en éclat, au moment même où plusieurs des nations potentiellement partenaires de cette « Euro-Méditerranée » sont en voie de devenir des démocraties ?

Nous en appelons solennellement à tous les gouvernements européens, aux instances de l'UE, à tous les partis politiques pour que soient prises, en concertation avec les partenaires du pourtour méditerranéen, les mesures qui s'imposent d'urgence :

- * mettre à disposition des avions pour permettre le rapatriement non seulement des nationaux des pays européens mais de tous ceux qui peuvent et veulent rentrer dans leur pays, tels les Égyptiens qui sont actuellement en Tunisie ;
- * permettre l'évacuation par air ou par mer, à partir des portions de territoire libyen qui ne sont plus aux mains de Kadhafi, des étrangers bloqués en Libye et dont leurs gouvernements sont dans l'incapacité de les évacuer ;
- * prévoir l'accueil, sur le territoire européen, des réfugiés qui ne peuvent rentrer dans leurs pays ;
- * mettre en œuvre sans plus attendre le dispositif permettant d'accorder la protection temporaire à tous ceux qui, dans la situation d'urgence où nous sommes, peuvent légitimement s'en prévaloir ;
- * mettre un terme aux patrouilles de Frontex qui empêchent l'arrivée des réfugiés par mer.

Il faut cesser de nourrir la peur des populations européennes en brandissant systématiquement le spectre de l' « invasion ». Il faut cesser de considérer comme une priorité d'empêcher l'émigration en provenance de territoires troublés.

Nous refusons cet égoïsme criminel. Nous voulons une Europe de la solidarité et de l'accueil.

* Lire la liste d'organisations signataires sur : www.migreurop.org/article1828.html

[Egypte : pour une coupure radicale avec le passé](#)

Vingt-deux organisations non gouvernementales égyptiennes ont réclamé au Conseil suprême des forces armées

egyptiennes des mesures urgentes pour assurer le succès du processus de transition vers la démocratie et pour assurer la mise en justice des délits commis par le régime déchu d'Hosni Moubarak pendant presque 30 ans. Voici un résumé du texte de la lettre ouverte publiée par ces institutions de la société civile :

« Les organisations des droits de l'homme soussignées suivent de près l'administration de l'Egypte par le Conseil suprême des forces armées égyptiennes dans cette période difficile. Le Conseil doit se charger d'analyser les circonstances qui ont entouré la chute du régime de Moubarak ainsi que la désintégration et le retrait suspect du système de sécurité qui le soutenait. Le Conseil doit aussi dénoncer et faire face aux conséquences catastrophiques du vol, la corruption financière et administrative ainsi qu'à la destruction de la vie politique du pays perpétrés par un large réseau intégré par des fonctionnaires de la présidence (déchue) et du pouvoir exécutif, des membres du parlement et des figures proéminentes du PDN qui gouvernait jusqu'à présent.»

« Les forces armées ont été un pilier de la révolution égyptienne, lui ayant permis d'atteindre ses premiers objectifs : la démission de l'ex-président et la dissolution de l'Assemblée populaire et du Conseil de la Choura qui manquaient de légitimité à cause de la fraude électorale flagrante. »

« Cependant la préoccupation des organisations soussignées, augmente en ce qui concerne sur la voie engagée lors de cette phase de transition, où les bases pour un Etat démocratique et civil qui respecte les droits de l'homme, l'objectif fondamental pour lequel les égyptiens ont fait de lourds sacrifices, devraient être fondées.»

« Dans ce contexte, nous proposons ce qui suit :

1. Une coupure radicale avec le régime de l'ex-dictateur exige la dissolution immédiate de son gouvernement, qui a trompé le peuple afin de contenir la révolution. Une modification graduelle entraînera chez beaucoup de personnes la crainte légitime que la survie politique des collaborateurs du président déchu leur permette d'éviter d'être conduits en justice pour leurs délits.

2. Une coupure radicale exige de responsabiliser et punir les responsables de ces graves crimes et abus grâce à des jugements publics et justes. Nous regrettons que les mesures prises jusqu'à présent semblent être sélectives et présentent de graves déficiences. Il est nécessaire de prendre des mesures décisives et transparentes :

a) Identifier et juger ceux qui ont donné l'ordre d'ouvrir le feu contre les manifestants.

b) Identifier et juger ceux qui ont permis les assassinats et les pillages au nom de la « loyauté à Moubarak » .

c) Rendre publics les faits qui ont déterminé le retrait et la disparition des forces de police et la libération de prisonniers, ce qui a augmenté la vulnérabilité face aux sacs et aux vols.

d) Traduire en justice l'ex-ministre de l'information, Anas el-Feki, pour avoir développé, en utilisant les médias, des campagnes de désinformation, de diffamation des participants de la révolution populaire et d'incitation à la xénophobie.

3. Les organisations soussignées se solidarisent avec les grèves en cours et prient instamment le Conseil suprême des forces armées égyptiennes d'appliquer rapidement les décisions de justice qui ordonnent d'établir un salaire minimum qui soit vraiment compatible avec les prix, de transformer les emplois temporaires en permanents et d'attribuer des allocations chômage.

4. Une coupure radicale avec l'état policier et la pratique systématique de la torture, la disparition forcée de personnes et l'assassinat requiert la désintégration de l'appareil de sécurité de l'Etat, dont les membres, malheureusement, marchent encore librement dans les rues.

Nous répétons à nouveau que les prochaines élections parlementaires et présidentielles doivent avoir lieu au terme d'une période de transition pas inférieure à un an, pendant laquelle les droits civils doivent être pleinement respectés, particulièrement la liberté de créer et d'adhérer de partis politiques, syndicats, organisations non gouvernementales et n'importe quel moyen de communication.

Les organisations soussignées regrettent que l'aspiration du Conseil suprême des forces armées d'accomplir au plus vite leur mission puisse conduire à la mise en place d'institutions similaires à celles de la dictature de Moubarak. Dans les circonstances actuelles, les prochaines élections seront disputées par le PDN, vu sa capacité financière et sa capacité de créer des divisions et des conflits, et les Frères musulmans, vu leur capacité d'organisation et leur emploi de la religion et la charité à des fins prosélytiques.

Le processus de transition démocratique devrait être conduit en commun par un conseil présidentiel et un nouveau gouvernement civil, et devrait compter avec la participation d'hommes et de femmes représentant le large éventail de forces qui ont mené la révolution ainsi que du Conseil suprême des forces armées. Il est donc nécessaire d'établir un dialogue entre les partis politiques et la société civile, spécialement avec les groupes de jeunes qui ont incité à la révolution. La transition démocratique demande la création rapide d'un conseil présidentiel provisoire composé par des personnalités civiles indépendantes et d'un représentant des forces armées ; ce conseil devra élire des technocrates afin de former un gouvernement de transition. Le conseil présidentiel devra établir une assemblée qui aura la charge de rédiger une nouvelle constitution qui reflète les aspirations révolutionnaires, en mettant en place un Etat laïc et une démocratie parlementaire.

Un amendement constitutionnel peu ambitieux avant les élections mettra en échec l'aspiration à un équilibre réel de pouvoirs, et aboutirait à une présidence telle que la précédente, libre de responsabilités, sans l'obligation de rendre des comptes et sans un contrôle parlementaire authentique. Le système autocratique persisterait, avec la seule différence que ce ne sera pas Moubarak qui en sera à la tête.

Lire la lettre en entier et la liste de signataires sur : www.en.mosharka.org/index.php?newsid=82

Source : *Egyptian Association for Community Participation Enhancement (EACPE)*

“ Le budget reflète le modèle de développement des gouvernements ”

Par Pamela Philipose

La professeure Leonor Magtolis Briones est très appréciée par le public féminin. En plus d'être éducatrice et d'avoir été en tant que telle la vice-présidente du centre d'études spécialisées en finances et administration de l'Université des Philippines, elle a occupé des postes de gouvernement, parmi lesquels ceux de trésorière de la Nation, conseillère présidentielle pour le développement social (un poste de rang ministériel) et secrétaire de la commission d'audits. Elle est aujourd'hui la coordinatrice principale aux Philippines de Social Watch (SW), réseau international d'organisations de la société civile qui soutient le développement social équitable. Briones développe des stratégies originales pour assurer la participation directe des citoyens dans l'élaboration du budget national. Cette participation est, pour elle, clé de voute afin de renforcer une gouvernance davantage responsable et démocratique. Pamela Philipose l'a interviewé lors d'une visite récente à Manille.

P: Pourquoi est-il important que les citoyens participent dans l'élaboration du budget national ?

R: Les peuples doivent s'intéresser au budget parce qu'il reflète le modèle de développement de leurs gouvernements. Il y a deux aspects à souligner à ce sujet. En premier lieu l'argent est versé par les citoyens, c'est pourquoi ils ont droit à savoir comment il est dépensé et comment il est collecté. Dans un certain sens, le peuple devrait s'approprier du budget de son Etat. En deuxième lieu, les priorités du gouvernement sont de celles des gens. Il est nécessaire d'assurer que les priorités du peuple trouvent des voies pour devenir celle gouvernements. Il y a aujourd'hui d'interminables discussions sur les statistiques et le développement. Evidemment cela est important. Cependant ces discussions devraient être rapprochées des intérêts et préférences réelles des citoyens et des citoyennes ordinaires, dans le cadre du processus d'élaboration des comptes rendus.

P: Mais le processus d'élaboration du budget semble être très obscur.

R: Il faut le démythifier. Pour y parvenir une intervention massive dans les médias est nécessaire. Les membres de la société civile organisée doivent former les gens, et même les médias, afin que la population comprenne le budget et participe dans son élaboration.

P: Les organisations de la société civile philippine ont créé un modèle de participation citoyenne très intéressant dans l'élaboration du budget.

R: Traditionnellement il y a toujours eu des groupes de pression qui ont une influence sur l'élaboration du budget, et nous avons voulu que nos voix parviennent aussi à se faire entendre. Nous l'avons fait pendant des années, mais ce n'est qu'à partir de l'année 2006 que nous avons essayé de donner un cadre formel à cette participation. Nous avons choisi de nous concentrer sur les domaines de la santé, de l'éducation et de l'environnement. Ensuite nous avons incorporé l'agriculture à la liste.

P: Comment est-ce que ce processus s'est établi ?

R: La première chose à faire est de prendre en compte la macroéconomie. Généralement l'élaboration du budget comprend quatre étapes. La première est celle de la préparation du projet, la charge en revient au pouvoir exécutif. Nous y prenons part en élaborant un projet alternatif. Ensuite, les dotations budgétaires sont dénombrées, phase dans laquelle le budget est publié et débattu publiquement. Alors nous comparons le projet officiel avec notre alternative et nous présentons nos observations à nos alliés dans le parlement. Une fois le budget approuvé, nous contrôlons sa mise en œuvre. Si nous avons eu du succès et quelques unes de nos priorités ont été adoptées, nous devons nous assurer qu'elles soient effectivement appliquées. Lors de la dernière étape, celle des comptes rendus, nous observons les audits et signalons les erreurs d'application. Nous surveillons l'administration de près et en permanence. Evidemment ce suivi est très encombrant pour les fonctionnaires- mais, somme toute, notre fonction n'est pas de leur rendre la vie facile. En même temps, nous nous assurons aussi constamment de faire connaître les résultats pour que la population en prenne conscience.

P: Comment vous êtes-vous intéressée à ces questions budgétaires ?

R: Lorsque ma formation académique et mon expérience de gouvernement se sont conjuguées. J'étais secrétaire de la Commission d'audits, trésorière nationale puis directrice universitaire. C'est pourquoi je me suis intéressée tout naturellement au budget. Ma préoccupation a toujours été de m'assurer que le gouvernement attribue des ressources suffisantes pour les questions sociales. Pour évaluer cela, il est nécessaire d'estimer les coûts. C'est pourquoi le budget alternatif est important.

P: Comment avez-vous réussi à inclure les questions de genre à l'agenda ?

R: La question genre est une question transversale. Nous pouvons trouver les questions de genre dans les quatre phases. Le budget est-il sensible aux questions de genre ? C'est la plus grande préoccupation. Existe-t-il la conscience de genre dans les interventions de l'administration ? Nous, les femmes, nous sommes plus de la moitié de la population, et nous sommes celles qui souffrent le plus. La plupart des pauvres – au moins aux Philippines – sont des femmes, d'une minorité ou une tribu, et vivent dans les zones rurales. Nous devons faire davantage pour elles.

P: A quel moment de votre carrière avez-vous eu la sensation que la question de genre était la clé de voute ?

R: Pendant beaucoup de temps mon succès professionnel m'a rendue aveugle de la dimension de genre. Je pensais que si j'avais pu atteindre le succès par moi-même, d'autres femmes pouvaient le faire aussi. Mais lorsque j'ai commencé à participer dans la société civile, je me suis rendu compte des innombrables facteurs de perte de pouvoir découlant du fait d'être femme. Par exemple, si les écoles manquent d'installations adéquates, comme les toilettes, nous mettons les filles en danger. Mais, combien de nos hommes politiques et administrateurs se donnent-ils la peine ne serait-ce que de considérer ces facteurs ? La sensibilité de genre est très importante, et aujourd'hui j'essaye de la souligner chaque fois que j'en ai l'occasion.

Source : Women's Feature Service

[La société civile exige l'application des accords de la médiation Zinsou](#)

Par Ghislain Gbenakpon

Il faut le report de l'élection présidentielle du 06 mars prochain pour permettre l'enrôlement des exclus du fichier électoral. Ceci conformément aux accords de la médiation Zinsou. C'est l'unique revendication des organisations de la société civile qui ont animé un sit-in hier à Cotonou

La société civile reste déterminée à obtenir le report du 1er tour des élections présidentielles prévu pour le dimanche prochain. Fors-Elections, Social Watch, les centrales syndicales et plusieurs autres organisations de la société civile ont fait jeudi 4 mars dans les rues de Cotonou, un géant sit-in. Les environs de St-Michel ont été pris d'assaut par les militants de ces organisations avec à leur tête leurs principaux leaders. On notait, entre autres, la présence de Me Joseph Djogbénou de Fors-Elections, Mme Huguette Akplogan de Social Watch, Pascal Todjinou de la Cgtb et Gaston Azoua de la Cstb.

Une seule revendication était à la bouche des manifestants : le report des élections pour une mise en application efficiente des recommandations du panel institué par la médiation de l'ancien président Emile Derlin-Zinsou. Il faut dire que si les élections devaient se tenir dimanche prochain, les résolutions du panel en vue d'une sortie de crise ne pourront jamais être mises en œuvre.

En effet jusqu'en début de soirée d'hier, la loi dérogatoire n'était pas encore votée. Pourtant sans elle, les milliers d'exclus du fichier électoral parce privés du recensement ne pourront pas être repêchés. Puisqu'aux termes de la loi instituant la Lépi, seuls les électeurs préalablement recensés peuvent être enrôlés.

Il faut donc la loi dérogatoire pour sauter ce verrou. Et puis une fois cette étape franchie, les spécialistes estiment qu'il faut au moins quatre jours pour enrôler les oubliés du processus électoral. Après il faudra penser à la confection et à la délivrance des cartes d'électeurs pour cette catégorie de Béninois.

Quand on tient compte de la durée raisonnable de l'impression des cartes d'électeurs et de leur délivrance, ces deux opérations pourraient prendre environ 10 jours. C'est dire qu'il faut au moins 15 jours pour une mise en application efficace des accords de la médiation Zinsou. Par ailleurs, il faut faire avec la délivrance actuelle des cartes d'électeur qui a du plomb dans l'aile avec ses cafouillages indescriptibles. Finalement, la détermination de Fors-Elections à arracher le report des élections est pertinente. Et ce n'est pas la délégation de l'Onu, de la Cédéao et de l'Union Africaine à Cotonou qui seront d'avis contraire.

Source : Quotidien Nokoue

[Moins d'externalisation à Ottawa, plaide une étude](#)

Une nouvelle étude presse le gouvernement fédéral canadien de se pencher sur ses coûts d'externalisation s'il veut agir sérieusement sur le contrôle de ses dépenses.

Cette étude du Centre canadien de politiques alternatives soutient que la «nature groupée et croissante» de l'externalisation a créé une fonction publique fantôme qui est imperméable aux politiques d'embauche et aux standards de transparence des véritables services publics.

L'auteur de l'étude, l'associé de recherche David Macdonald, affirme que les coûts de l'externalisation du personnel ont augmenté de 79 pour cent au cours des cinq dernières années.

M. Macdonald a déclaré que bien que les budgets des ministères fédéraux soient gelés, les dépenses pour les consultants externes ne sont pas touchés et dépassent 1 milliard \$ par année.

Ces consultants étaient au départ engagés pour des remplacements d'environ une semaine, mais ils se font désormais offrir des contrats de plusieurs années.

Quatre importants ministères, soit les Travaux publics et Services gouvernementaux, la Défense nationale et les Forces canadiennes, Ressources humaines et Développement des compétences Canada, ainsi que la Sécurité publique, rassemblent la moitié de tout le personnel externe du gouvernement fédéral.

Source : Centre canadien de politiques alternatives

SOCIAL WATCH est un réseau international d'organisations de la société civile qui luttent pour atteindre l'équité de genre et l'éradication de la pauvreté ainsi que ses causes.

[Social Watch >>](#)

Pour envoyer votre commentaire sur ce bulletin d'informations:

socwatch@socialwatch.org

Si vous ne voulez pas recevoir les prochaines nouvelles de SW svp répondez cet e-mail en écrivant «me désabonner» à :

sw-actualite-request@istas.item.org.uy

Cette publication a été rendue possible grâce au soutien financier de l'Union européenne et d'Oxfam Novib



Le secrétariat international de Social Watch reçoit également le soutien de la Coalition flamande pour la coopération Nord-Sud-11.11.11.

Social Watch est le seul responsable du contenu de la publication et en aucun cas celui-ci ne reflète les points de vue de l'Union européenne, d'Oxfam Novib ou de la Coalition flamande pour la coopération Nord-Sud-11.11.11.